

Jacques Tranier, adhérent UPR, écrit à tous les députés et sénateurs pour leur faire part de son indignation devant la situation actuelle.

Je publie, bien entendu avec son accord, le courrier remarquable que notre adhérent Jacques Tranier, retraité de l'Éducation nationale, a pris l'initiative d'adresser à tous les députés et sénateurs.

J'ai téléphoné à notre adhérent pour le féliciter, en notre nom collectif, pour ce courrier qui est vibrant d'indignation mais poli, posé et précis.

Tous nos adhérents et sympathisants peuvent s'en inspirer s'ils le souhaitent.

FA
10/01/2019

Courrier de Jacques Tranier, adhérent UPR

Mesdames et messieurs les sénateurs et députés,

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

L'indignité du gouvernement actuel dépasse les bornes du supportable.

Mme Schiappa réclame que soient identifiés les donateurs qui ont contribué à la cagnotte Leetchi destinée à un boxeur, M. Dettinger, qui s'en est pris à des C.R.S., cagnotte destinée à payer ses frais de justice.

Mme Schiappa n'a pas sa place dans un gouvernement civilisé, un gouvernement au sein duquel c'est à qui fera assaut d'indécence : est-ce un calcul, pour mettre de l'huile sur le feu, ou tout simplement de la sottise ?

Mme Schiappa, comme d'autres, hurle avec les loups et les imbéciles adeptes de l'indignation aussi vertueuse qu'hypocrite. Elle qualifie les dons de "forme de complicité", comme d'autres, adeptes de l'amalgame crétin, parlent d' "incitation à casser du flic."

Comment le niveau intellectuel de certains élus peut-il tomber aussi bas ? Comment peuvent-ils céder à l'outrance dictée par des réactions primaires relevant du cerveau reptilien réclamant la vengeance ?

Je vous demande de rappeler publiquement à la loi Mme Schiappa : tout prévenu a droit aux services d'un avocat, quel qu'ait pu être le délit commis. Les frais de justice et les services d'un bon avocat coûtent cher et tout le monde n'a pas le salaire obscène d'un "premier de cordée." Mais peut-être la punition financière sert-elle à mieux écraser ceux que l'on sanctionne (surtout quand ils n'ont pas de moyens) ?

De même qu'il n'est pas admissible de s'en prendre à des policiers, il est tout aussi honteux de les couvrir quand ils se livrent, comme ces dernières semaines, à des violences inouïes sur des manifestants pacifiques.

Et qu'on ne nous parle pas de bavures: des vidéos sur le net sont accablantes :

- comme celle où l'on entend clairement un policier dire à un collègue maniant un flashball "vise la tête !" ;
- comme celle où l'on voit un policier (BAC ? BRI ?) déambuler parmi ses camarades un marteau à la main ;
- comme celle où l'on voit un policier (BAC ? BRI ?) lancer un pavé dans une vitrine blindée.. la scène étant filmée de l'autre côté de la vitrine ;
- comme celle où l'on voit et entend des manifestants gazés réfugiés dans un Burger King se faire matraquer sauvagement par des C.R.S. ;
- comme la vidéo tournée samedi dernier place de l'Opéra à Paris, où des manifestants se retrouvent "nassés" pendant des heures, c'est-à-dire empêchés de partir (au risque de voir des gens pris de malaise), des femmes se soulageant à même le trottoir sous le regard goguenard de certains C.R.S., une autre devenant hystérique, et confortée ... par un C.R.S., etc. etc.

Je vous demande donc d'interpeller publiquement M. Castaner pour qu'il fasse preuve d'un minimum de décence et évoque tous les gens maltraités par les forces de l'ordre, blessés et mutilés, et ce autrement que du bout des lèvres.

Mais il est sûr qu'il doit flatter au maximum les policiers afin de faire oublier les 25.000.000 d'heures supplémentaires qu'il leur doit...

Tout ceci est accablant.

Les grands médias, comme toujours malhonnêtes, tendancieux et complaisants à l'égard du pouvoir dont ils partagent la soupe, invitent dans leurs studios ou sur les plateaux des syndicalistes de la police, seuls habilités à parler en public de leur profession, puisque leurs collègues sont astreints au devoir de réserve (heureusement, certains témoignent sous le couvert de l'anonymat).

Il est manifeste que ces syndicalistes ne peuvent en aucun cas critiquer leur propre administration, car ils sont eux aussi astreints au devoir de réserve interdisant précisément ce type de critique. Il n'y a donc rien à attendre de leur part en matière d'information. Imagine-t-on ces représentants oser parler de "violences policières" ?

Je vous demande donc de vous informer, directement ou par l'intermédiaire de vos assistants, auprès de sources dignes de ce nom, afin de juger de la situation réelle autrement que par le biais du mensonge, officiel ou médiatique.

Moyennant quoi la population reste ignorante des réalités occultées par M. Castaner et les grands médias.

J'ai vu sur Internet M. Castaner recueillir le témoignage d'une policière qui a failli avec ses collègues laisser sa peau aux mains de voyous fous furieux. Dont acte, il fallait qu'il entende cela. Mais son esprit fonctionne à sens unique, est incapable d'intégrer des réalités contradictoires (les mauvais traitements infligés aux manifestants) : c'est soit un manque d'intelligence, soit de l'aveuglement idéologique.

Il y aurait des MILLIERS DE BLESSÉS parmi les gilets jaunes et des DIZAINES DE MUTILÉS ayant subi des traumatismes extrêmement graves (balles de caoutchouc en pleine tête, grenades explosives dont l'usage devrait être absolument interdit, grenades lacrymogènes lancées dans la foule, passages à tabac, comme à Toulon, perpétré par un commandant, auquel le procureur n'a pas jugé digne de donner suite, ce qui est scandaleux).

Un journaliste indépendant, David Dufresne, étudie les violences policières depuis plus d'un mois et demi et les juge sans précédent.

Il n'est sous la coupe d'aucune ligne éditoriale, ne travaille pas pour la poignée de milliardaires détenteurs de 90 % des médias écrits.

Il peut avoir ses partis pris, mais au moins va-t-il sur le terrain interroger les gens rencontrés, et surtout, il bénéficie de contacts chez des hauts gradés de la police (livrant, évidemment de manière anonyme, des informations de première main).

Source: interview de David Dufresne à l'Entretien libre, site "media", menée par Aude Lancelin (<https://www.youtube.com/watch?v=lp1LoauFhds&t=1s>).

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
C'est ce que l'on appelle de la vraie information, au rebours de la bouillie pour chat formatée à 2 minutes trente que déversent les grands médias qui font des faux (France 3), mentent et tronquent à qui mieux mieux.

Mesdames et messieurs les sénateurs et députés, est-ce trop demander à la classe dirigeante (dont vous faites partie) que de faire preuve de la décence la plus élémentaire, au sens où l'entendait l'écrivain britannique George Orwell ("common decency"), de moralité, de rationalité et d'un minimum d'honnêteté intellectuelle ?

Ou bien la politique signifie-t-elle nécessairement le recours au mensonge, à l'escroquerie intellectuelle, à la servilité de ceux prêts à tout pour jouir du pouvoir ?

Je vous pense incapables de croire cela

Le monde politique en est-il donc resté à la préhistoire, avec ses tribus, ses clans et sorciers, ou au moyen-âge, avec ses comportements féodaux exigeant obéissance absolue au suzerain ?

Est-ce donc cela, le nouveau monde que promettait "En marche" ?

Syndicats affaiblis et décrédibilisés; pouvoir décrédibilisé; médias décrédibilisés; classe politique décrédibilisée; représentation nationale décrédibilisée

Triste contexte en vérité. Tout ceci risque de très mal finir, et en tant que représentants de la nation votre responsabilité actuelle est décisive.

C'est VOUS qui normalement avez le pouvoir à l'assemblée, et non l'exécutif.

C'est VOUS qui avez la possibilité de réveiller une majorité donnant la pénible impression d'être corps et âme dévouée au chef

Servez-vous en, afin de faire entendre raison à tous les hauts responsables qui courtisent la guerre civile et n'ont de cesse de diviser les citoyens, à commencer par M. Macron lui-même, dont les habits de président paraissent décidément trop larges pour ses frêles épaules.

Veillez agréer, mesdames et messieurs les sénateurs et députés, mes salutations (encore) républicaines,

Jacques Tranier,
retraité de l'Éducation nationale.
adhérent UPR